



Munich Personal RePEc Archive

Commerce, finance and economics growth in Cameroun

Alia, Didier and Chassem Tchatchum, Nacisse Palissy

Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée
(ISSEA)

10 February 2009

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/17737/>

MPRA Paper No. 17737, posted 06 Jan 2010 14:25 UTC

Finance, Commerce et Croissance économique au Cameroun

Par :

ALIA Didier Yélognissè*

et

M. Nacisse Palissy CHASSEM TCHATCHUM†

Février 2009

Résumé

Ce papier examine l'impact de la finance, approchée par un indicateur composite de développement financier, et du commerce, approchée par le degré d'ouverture, sur la croissance économique au Cameroun. Il utilise les données annuelles sur la période de 1979-2004 et applique la méthodologie de test de cointégration proposée par Pesaran et al(2001). Cette méthodologie présente de nombreux avantages, surtout lorsque les séries ne sont pas longues. Les résultats obtenus révèlent l'existence d'une relation de long terme entre la croissance, la finance et le commerce. Le développement financier stimule la croissance alors que l'ouverture commerciale semble la freiner. Il existe également des fluctuations de court terme, quoique faibles, qui permettent un ajustement à tout déséquilibre de long terme observé. Par ailleurs, le taux d'intérêt rémunérateur de l'épargne a un impact négatif sur la croissance aussi bien à court terme qu'à long terme.

Mots clés : Cameroun, Finance, Commerce, Croissance, Cointégration

JEL Classification : C22, P33, F1, O4

Abstract

This paper examines the impact of finance, measured by a composite indicator of financial development, and the trade, measured by the openness, on the economic growth. It uses annual data over the period 1979-2004 and applies the bound testing approach of cointegration advanced by Pesaran and al (2001). This approach has many advantages, especially when there are not enough observations. The empirical findings suggest that at long run, financial development plays an important role in enhancing economic growth whereas the openness seems to be braking the economic growth. There exist also short run relations, even slow, which assure adjustment towards long-run equilibrium. Elsewhere, the remunerative interest rate of the saving has a negative impact on economic growth, both at short run and long run.

Key words : Cameroon, Finance, Trade, Economic growth, Cointegration

JEL Classification : C22, P33, F1, O4

*Elève Ingénieur Statisticien Economiste (ISSEA) ; aliadidier@yahoo.fr

†Ingénieur Statisticien Economiste, MINEPAT Cameroun, Enseignant à l'ISSEA.

1 Introduction

La relation entre le commerce, le développement financier et la croissance économique ont suscité beaucoup d'intérêt dans la littérature économique. Cependant très peu d'études ont pris en compte simultanément le commerce et la finance dans l'explication de la croissance économique, surtout dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Le processus de développement des pays africains passe par les réformes à mener dans plusieurs domaines. Au nombre de ces mesures se retrouvent le développement du secteur financier et les réformes commerciales. Depuis la fin des années 80, avec les programmes d'ajustements structurels, les pays en développement se sont engagés dans un processus de libéralisation commerciale et financière. L'impact de ces mesures sur la croissance peut être ambigu. Une recherche empirique se révèle donc nécessaire pour quantifier l'impact des réformes financières et commerciales au Cameroun. La question qui se pose est la suivante : la finance et le commerce nourrissent-elles ou étouffent-t-elles la croissance ?

L'objectif de ce papier est d'examiner la relation entre le commerce, la finance et croissance économique au Cameroun. Plus spécifiquement il s'agira de mesurer l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique au Cameroun et également celui du développement financier. Pour atteindre nos objectifs, nous postulons d'une part que la libéralisation commerciale affecte positivement la croissance économique et d'autre part que le développement financier stimule la croissance économique.

La suite de ce papier s'articule autour de quatre sections. La **section 2** se veut une revue sommaire des développements théoriques et

empiriques sur la question du rôle de la finance et du commerce dans la croissance économique. Dans la **section 3**, nous donnons un bref aperçu sur l'économie camerounaise, notamment les différentes réformes entreprises et l'évolution des agrégats financiers et commerciaux. Le modèle utilisé, la méthodologie adoptée et les sources de données sont exposées dans la **section 4**. La **section 5** présente les principaux résultats obtenus. Enfin, les implications de politique économique sont développées dans la **section 6**.

2 Revue de littérature

Le commerce international et la finance jouent des rôles importants dans l'économie. De nombreux développements théoriques et empiriques ont montré qu'il existe une forte corrélation positive entre la libéralisation commerciale, le développement financier et la croissance économique.

2.1 Finance et croissance économique

La littérature sur le lien entre la finance et la croissance peut être groupée dans quatre écoles de pensée¹ : la finance favorise la croissance (Schumpeter 1934, McKinnon 1973, Shaw 1973), la finance freine la croissance (Levine 2003), le développement financier suit la croissance (Robinson 1952) et enfin la finance n'a aucun effet sur la croissance (Lucas 1988).

Schumpeter (1911) montre que les services financiers sont essentiels pour le développement économique. Pour lui, le développement financier stimule la croissance à travers l'accroissement du taux d'investissement et à travers l'allocation du capital aux projets les plus productifs.

Selon Aziz et Duenwald (2002), le développement financier peut stimuler la croissance à travers trois principaux canaux : (i) il peut augmenter la productivité marginale du capital (ii) il peut canaliser une plus grande proportion de l'épargne vers l'investissement (iii) il peut augmenter le taux d'épargne privé.

Levine (1996) recense cinq arguments qui peuvent fonder théoriquement l'existence d'une liaison positive et forte entre approfondissement financier et croissance :

- i. il faciliterait les transactions financières, la couverture contre les risques, la diversification des actifs et la mutualisation des risques ;
- ii. il permettrait une allocation optimale des ressources ;
- iii. il permettrait un meilleur contrôle des dirigeants et de l'entreprise par les actionnaires ;
- iv. il faciliterait la mobilisation de l'épargne domestique ;
- v. il faciliterait l'échange de biens et services.

Kpodar (2005) a étudié le lien entre le développement financier et la croissance dans 64 pays en développement (PVD) dont 25 d'Afrique subsaharienne en tenant compte de leur spécificités. Les résultats obtenus à l'aide de la Méthode des Moments Généralisés en panel dynamique montrent que comparativement aux autres PVD, le développement financier a un impact marginal plus faible sur la croissance en Afrique subsaharienne.

Joseph, Raffinot et Venet (2000), ont pu montrer que le développement financier ait joué un rôle dans la croissance réelle d'une grande majorité des pays de l'UEMOA pour la période 1970-1995, ainsi que dans le cas du Cameroun entre 1963 et 1995. Ils ont utilisé, dans le cadre

de leurs études, l'économétrie des données de panel pour l'UEMOA, et les techniques de cointégration et le modèle à correction d'erreur pour le Cameroun.

2.2 Commerce et croissance économique

Nombreux sont les économistes qui se sont intéressés au lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique dans un pays. L'exploration de ce lien remonte déjà aux théories d'avantage absolue de Smith et d'avantage comparatif de Ricardo puis à celle des dotations factorielles de HOS. Ils s'accordent généralement sur le fait que l'ouverture commerciale favorise la hausse de la croissance économique. En effet, l'ouverture commerciale permet une spécialisation dans les échanges, accroît l'efficacité de l'économie d'où une amélioration de la productivité (Jin, 2000).

Naoufel (2005) estime l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance à travers un panel dynamique de douze pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord sur la période de 1963-2002. Elle obtient que l'ouverture commerciale, mesurée par le ratio des exportations sur le PIB, le ratio des importations sur le PIB et ensuite le taux d'ouverture commerciale, sur le logarithme du PIB par tête est positif et significatif à 1%.

En utilisant comme indicateur d'ouverture le taux d'ouverture commerciale, qu'ils introduisent comme variable explicative dans un modèle de croissance, Dollar et Kraay (2000) ont obtenu une relation positive et significative entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.

Cependant, Rodrick (2000) montre que le ratio taux d'ouverture est endogène car il dépend du niveau de développement du pays. En effet, la capacité d'échanger avec le reste du monde reste fortement tributaire de la capacité interne de

production ou de consommation, donc du taux de croissance de l'économie.

3 Méthodologie et données

3.1 Spécification du modèle

Khan et Qayyum (2006) ont postulé un modèle linéaire entre la croissance économique et le développement financier, la libéralisation commerciale et le taux d'intérêt comme variables explicatives. L'équation du modèle de base est :

$$pib_t = \alpha_0 + \alpha_1 devfin_t + \alpha_2 ouv + \alpha_3 r_t + \epsilon_t \quad (1)$$

Pour examiner la relation de long terme entre la croissance, la finance et le commerce, nous retenons l'approche du test de cointégration développée par Pesaran et al (2001) appliquée aux modèles Auto Regressive Distributive Lags (ARDL)². Ces modèles sont de plus en plus utilisés comme alternatives aux tests de cointégration usuels à causes des flexibilités qu'elles offrent. En effet, le test développé par Pesaran et al (2001) ne nécessite pas que les variables du modèle soient purement I(0) ou I(1) ou intégrées d'ordre fractionnaire³ et distingue la variable dépendante des variables explicatives.

Le modèle ARDL⁴ pour l'équation (1) s'écrit :

$$\begin{aligned} \Delta pib_t = & \alpha_0 + \sum_{j=1}^{p1} \beta_j \Delta pib_{t-j} + \sum_{j=0}^{p2} \gamma_j \Delta devfin_{t-j} \\ & + \sum_{j=0}^{p3} \delta_j \Delta ouv_{t-j} + \sum_{j=0}^{p4} \lambda_j \Delta r_{t-j} \\ & + \pi_1 pib_{t-1} + \pi_2 devfin_{t-1} + \pi_3 ouv_{t-1} + \pi_4 r_{t-1} + \epsilon_t \end{aligned} \quad (2)$$

La stratégie du test comprend deux étapes. Dans un premier temps, nous dé-

²Cette approche a déjà été utilisée par Pesaran et al (2001) pour estimer l'équation de salaire au Royaume Unie, par Oskoe et Ng (2002) pour estimer la demande de monnaie à Hong Kong, Ouattara (2004) pour les déterminants de l'investissement privé au Sénégal, par Khan et Qayyum (2006) pour analyser les relations entre la finance, le commerce et la croissance au Pakistan et par Ghorban et Motallebi (2009) pour estimer la fonction d'exportation d'Iran

³ Cependant Ouattara (2004) montre que le test n'est plus bon, s'il existe dans le modèle une variable I(2). Ainsi, nous déterminons l'ordre d'intégration des variables afin de s'assurer de la non présence de variable I(2) dans le modèle.

⁴ C'est un modèle à correction d'erreur non contraint

terminons le retard optimal suivant à l'aide des critères d'information⁵ en estimant l'équation 2. Dans la deuxième étape, on examine toutes les combinaisons possibles pour les retards de chaque variable afin de déterminer le modèle ARDL optimal puis on teste la cointégration.

La méthode de cointégration suivant l'approche de Pesaran et al (2001) dans les modèles ARDL repose sur le test :

$$\begin{cases} H_0 & : \pi_i = 0 & \forall i = 1 \dots 4 \\ H_1 & : \pi_i \neq 0 & \text{pour au 1 valeur de } i \end{cases}$$

La statistique de test est la F-statistics ou statistique de Wald. Pesaran et al (2001) montrent qu'elle ne suit pas une loi standard. Ils ont simulé deux ensembles de valeurs critiques pour statistique, avec plusieurs cas⁶ et différents seuils. Le premier ensemble correspond au cas où toutes les variables du modèle sont I(0) et représente la borne inférieure ; le second ensemble correspond au cas où toutes les variables sont I(1) et représente la borne supérieure⁷. La décision est la suivante : si la valeur de la F-stat dépasse la borne supérieure alors il y a cointégration ; si elle est comprise entre les bornes alors on ne peut pas conclure ; si elle est inférieure à la borne inférieure alors il n'y a pas cointégration.

3.2 Description des données

Les données utilisées proviennent du World Development Indicators (2007) et couvrent la période 1979-2004.

Le commerce et les politiques de libéralisation commerciales sont approchés par le degré

⁵ Nous retenons l'Akaike Information Criterion et le Schwarz Bayesian Criterion ; par ailleurs nous testons l'autocorrélation sérielle à l'aide de Lagrange Multiplier test (le Durbin Waston n'étant pas interprétable à cause de la présence de l'endogène retardée).

⁶ Il s'agit des modèles avec ou sans constante et/ou tendance.

⁷ D'où le nom de la méthode qui est "bound testing approach of cointegration" ou "Approche de test de cointégration par les bornes". Voir Pesaran et al (2001) page 300-301

d'ouverture qui est égale au rapport de la somme des importations et des exportations sur le PIB.

Il existe plusieurs indicateurs pour mesurer le développement financier, qui reste très complexe à l'inclusion de tous ces indicateurs séparément dans un modèle de régression pose de sérieux problèmes d'estimation, notamment celui de multicollinéarité (Kelly et Mavrotas, 2003).

Nous inspirant de ces auteurs, nous proposons de construire un indicateur composite permettant de rendre compte du niveau de développement financier. La procédure de construction repose sur l'analyse en composante factorielle (Theil, 2004) et consiste à récupérer pour chaque date sa coordonnée sur le premier axe factoriel et à la traduire afin de la rendre positive. Les variables qui seront utilisées dans la construction de l'indicateur de développement financier sont :

- i. **M2/PIB** qui reflète la liquidité mise à la disposition de l'économie ;
- ii. **DEVISE/PIB** qui reflète les avoirs extérieurs ;
- iii. **CP/PIB** qui représente les crédits distribués aux secteurs privés et la capacité de financement des institutions financières ;

4 Résultats et discussion

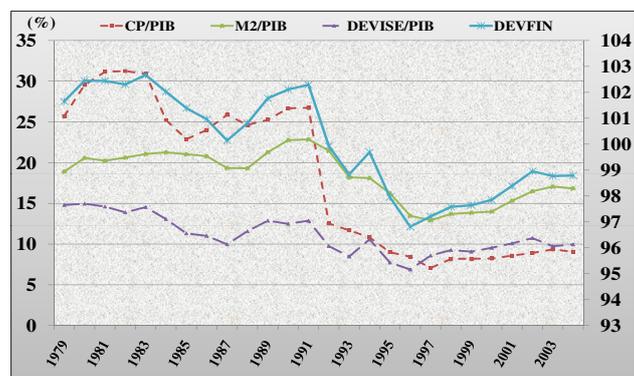
4.1 Aperçu sur l'économie camerounaise

✓ Secteur financier

Les années après la crise économique de la fin des années 80 au Cameroun, ont conduit à une libéralisation financière progressive. De nombreuses banques privées ont vu le jour. Le système bancaire camerounais comptait, à fin 2005, 10 banques commerciales auxquelles s'ajoutaient plus de 650 organismes de microcrédit (dont de nombreuses coopératives) et le réseau financier de La Poste. Les principales banques de ce système sont : la Société Générale des Banques

au Cameroun (SGBC), la Société Commerciale de Banque Crédit Lyonnais (SCB-CLC) devenu Crédit Agricole, la Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BI-CEC) et Ecobank-Cameroun. Les institutions bancaires locales et étrangères présentes sont très réticentes en matière de financement et ceci malgré leur surliquidité. Les taux d'intérêts sont très élevés et rigides. Ceci expliquerait le fait que tous les indicateurs de développement financier ont une tendance à la baisse. Cependant, depuis 1996, on note une légère relance de l'activité financière, comme le montre le graphique suivant.

FIG. 1 – Evolution des indicateurs de développement financier



Nous avons utilisé l'analyse en composante principale pour construire un indicateur de développement financier à partir des variables retenues⁸. Le premier axe factoriel explique environ 88,78% de l'inertie. Elle contient donc suffisamment d'information pour servir à la construction de l'indicateur. La construction de l'indicateur de développement financier, a permis de rendre compte de l'évolution d'ensemble des indicateurs financiers. On n'observe que l'indicateur rend bien compte de la tendance générale observée.

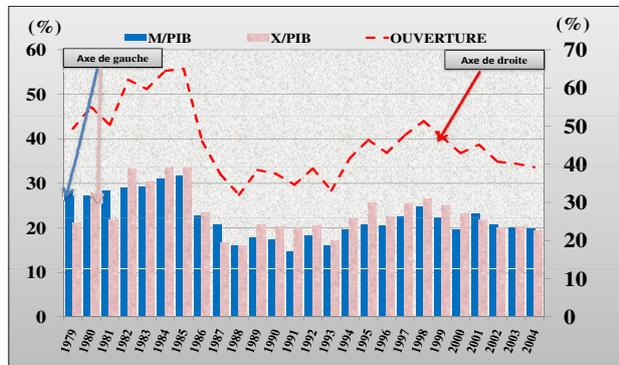
✓ Commerce extérieur

Le commerce international au Cameroun est marqué par une faible différence entre les importations et les exportations. Entre 1979 et 2004, l'évolution des indicateurs de commerce ex-

⁸Les corrélations entre les variables 2 à 2 se situent entre 0,72 et à 72, ce qui justifie la construction de l'indicateur composite

térieur se subdivisent en 3 périodes. D’abord, entre 1979 et 1985, le degré d’ouverture est en forte croissance, tiré dans un premier temps par les importations (179-1981) puis par les exportations (1982-1985). Ensuite, la crise économique qui a frappé le pays entre 1986 et 1993, entraînant une récession de l’activité économique, s’est traduite également par une baisse des échanges commerciaux. La reprise timide après les années 1994, suite à la dévaluation, qui ont relancé les exportations, se freine dès 2000.

FIG. 2 – Evolution des indicateurs du commerce extérieur



Tsafack(2006) distingue 5 étapes stratégiques formalisant la politique commerciale au Cameroun :

- i. 1960-1970 : import-substitution (adhésion à l’UDEAC en 1964 et création de la SNI) ;
- ii. 1970-1990 : promotion, valorisation et diversification des exportations (contrôle des prix, barrières tarifaires, restrictions quantitatives, multiplication des taxes, etc.) ;
- iii. 1990-1994 : libéralisation commerciale et abandon des restrictions (libéralisation du commerce et des prix, simplification des taux et des procédures, Code du commerce etc.) ;
- iv. 1994-2003 : réforme fiscal-douanière et arrimage à la globalisation (OMC en 1994, Accords de Cotonou en 2000) ;
- v. Depuis 2003 : commerce et lutte contre la pauvreté (Adoption du DSRP en 2003, né-

gociations APE de la CEMAC à partir de 2004, etc.).

✓ **Produit intérieur brut et taux d’intérêt**

Nous pouvons distinguer trois phases dans l’évolution du PIB au Cameroun. De 1979 à 1988, le PIB a connu une croissance assez rapide avant de chuter légèrement et adopter une tendance relativement constante entre 1988 et 1994 puis connu un break, probablement suite à la dévaluation. Cependant depuis 1995, le PIB croît de plus en plus.

En ce qui concerne le taux d’intérêt rémunérateur de l’épargne, elle est caractérisée par deux principales phases : la première va de 1979 à 1994, où le taux d’intérêt est élevé (autour 7,5%) et la deuxième marquée par un taux plus faible mais quasi constante à 5%.

4.2 Estimation

Le test de racine unitaire ADF révèle que toutes les séries sont I(1). Nous mettons donc en œuvre la procédure de test de cointégration. Au vu des résultats du tableau, le nombre de retards maximal qui assure la non auto corrélation sérielles et la minimisation des critères d’information est p=2 selon le critère d’AIC et p=1 selon le critère de SBC.

TAB. 1 – Choix du retard maximal optimal du ARDL

Retard	AIC	SBC	LM test (Pvalue)
1	-2.649	-1.967	0,512
2	-2.701	-1.817	0,576
3	-4.334	-3.248	0,000

Par souci de parcimonie, nous retenons comme nombre de retard p=1, puis nous déterminons le nombre de retard à imposer pour chaque variable en testant la cointégration. Nous recherchons donc parmi les $2^4 = 16$ modèles $ARDL(p_1, p_2, p_3, p_4)$, avec $p_i \in (0, 1)$ celui qui minimise le critère SBC. Nos investigations ont révélé que le modèle optimal, au vu des critères,

est $ARDL(0, 1, 0, 0)$. La statistique du test de cointégration est $F=12,39$ et les bornes au seuil de 1% dans la table de Pesaran et al (2001) sont (3,65 ; 4,66)⁹ : nous concluons qu'il y a une relation de long terme entre les variables.

Les résultats d'estimations des modèles de court terme et de long terme sont présentés dans le tableau ci-après. Le modèle est globalement significatif¹⁰. Par ailleurs, le développement financier, l'ouverture commerciale et le taux d'intérêt expliquent environ 91,7% des fluctuations à long terme et à court terme du PIB au Cameroun. La force de rappel est négative et significative (à 1%) ; ce qui confirme l'existence d'une relation de terme.

TAB. 2 – Estimation du modèle $ARDL(0,1,0,0)$.

observation : 24 après ajustements $F = 17,116^{***}$			
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Stat
Court terme : Dépendent Variable : DLOGPIB			
DUM88	-0,067	0,027	-2,451**
DLOGDEVFIN	1,612	2,446	0,659
DLOGDEVFIN(-1)	-4,772	1,740	-2,742**
DTXINTERET	-0,146	0,029	-4,997***
DLOGOUV	-0,672	0,065	-10,264***
ECM(-1)	-0,103	0,042	-2,427**
Long terme : Dependent Variable : LOGPIB			
C	-381,355	6,193	-6,328***
LOGDEVFIN	88,198	1,402	6,464***
LOGOUV	-1,455	0,078	-1,916*
TXINTERET	-1,518	0,022	-6,950***
R^2	0,917	AIC	-2,881
R^2 ajusté	0,863	SBC	-2,390

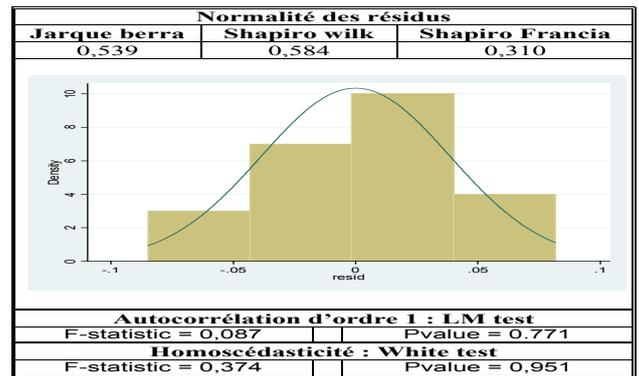
Source : nos calculs

Nous faisons passer au modèle ainsi estimé, une batterie de tests économétriques pour le valider. Le modèle passe avec succès le test de normalité des résidus (Jarque-Bera, Shapiro-Wilk et Shapiro-Francia), le test d'absence d'autocorrélation sérielle d'ordre 1 (LM-test) et celui d'homoscédasticité (White test). Ces résultats nous autorisent donc une bonne interprétation.

⁹ Lu dans la table CI(ii) page 300 de Pesaran et al (2001).

¹⁰La p-value du test de nullité globale des coefficients est 0,000.

FIG. 3 – Tests sur les résidus



A long terme, le développement financier a un impact positif sur la croissance économique alors que le degré d'ouverture et le taux d'intérêt rémunérateur de l'épargne ont un impact négatif. Ce résultat suggère trois interprétations.

L'impact positif du développement financier a été observé par de nombreux auteurs. Une hausse de 1% de l'indicateur de développement financier se traduit à long terme par une hausse importante de 88,198% du PIB. En effet, un développement financier important est synonyme d'une activité économique relativement intense, car les banques offrent beaucoup de crédits au secteur privé et une liquidité importante dans l'économie incitant, de ce fait, la production et la consommation.

L'impact négatif du degré d'ouverture apparaît curieux, au regard de la croyance répandue dans la littérature. Cependant, la spécificité des pays en développement, particulièrement le Cameroun, pourrait fournir des éléments d'explication. En effet, la mesure du degré d'ouverture utilisée montre que sa hausse peut provenir de deux effets : l'effet "importation" ou l'effet "exportation". Dans le cas du Cameroun, caractérisée par une structure des exportations relativement stable, l'effet "importation" l'emporterait sur l'effet "exportation". Par ailleurs, les importations étant, constituées plus souvent de biens de consommation, leur effet à long terme sur le PIB est négatif.

En ce qui concerne l'impact négatif du taux d'intérêt, il semble également être un résultat lié aux pays en développement. En effet, l'augmentation du taux d'intérêt rémunérateur de l'épargne devrait se traduire par une hausse de la croissance du PIB. Cependant, cette hausse est conditionnée par la réallocation de cette épargne, dans les banques commerciales, à l'investissement privé. Or, nous avons observé dans le cas du Cameroun que les banques sont surliquides et très réticentes au financement des entreprises. En outre, la pauvreté élevée et la faiblesse des revenus des ménages ne leur permettent pas toujours de réagir positivement à une hausse du taux d'intérêt rémunérateur de l'épargne.

Il importe, après analyse de résultat de long terme, d'examiner la dynamique de court terme. Les résultats de long terme, restent quasi-identiques à court terme, mais avec des impacts relativement moins importants. On observe que le développement financier a un impact positif sur la croissance du PIB, mais avec un retard.

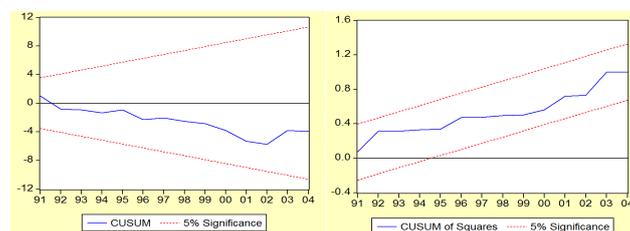
Nous avons introduit un deuxième dummy, en 1994 et 1998, compte tenu de la présence possible de rupture dans les données, en ces dates historiques¹¹. Seulement la dummy de 1988 s'est révélée significative et négative, confirmant de fait, l'effet de récession qu'a eu la crise économique de cette période sur l'économie camerounaise.

Le terme constant n'étant pas nul, cela peut laisser croire qu'il y a des variables explicatives importantes qui auraient été omises dans la spécification. Pour juger, on fera un test de spécification (Ramsey RESET test). La probabilité critique ($p=0,929$) est supérieure à 5%; on accepte donc l'hypothèse nulle : le modèle est bien spécifié et des variables explicatives importantes n'auraient pas été omises.

¹¹Pour l'année 1988, il s'agit de la crise économique et de l'échec de l'adoption de programmes d'ajustement; pour l'année 1994, il s'agit de la dévaluation du FCFA.

Enfin, nous testons la stabilité des coefficients à l'aide des tests CUSUM et CUSUM carré

FIG. 4 – Tests de stabilité des coefficients



Le test CUSUM permet de détecter les instabilités structurelles. La courbe ne coupe pas le corridor donc le modèle est structurellement stable. Par ailleurs, le test CUSUM carré permettant de détecter les instabilités ponctuelles ne révèle aucun point d'instabilité.

5 Conclusion

L'étude menée a permis de mettre en évidence une relation de long terme entre la finance, le commerce et la croissance économique. Nous avons montré que le développement financier stimule à long terme la croissance économique, même si à court terme l'effet se fait ressentir timidement avec retard. Par contre, l'ouverture commerciale semble freiner la croissance économique. Mais comme l'a souligné Rodrik (2000), il faut prendre avec beaucoup de réserve l'impact obtenu de cette variable, qui ne prend pas en compte directement toutes les politiques et les efforts d'ouverture menés par le gouvernement¹²

Ces résultats ont des implications de politique économique qui méritent d'être soulignées. D'abord, il apparaît important pour le Cameroun d'intensifier son processus de développement financier à travers la création d'institutions financières modernes et efficaces, l'assainissement du climat des affaires, une incitation à

¹²Certains auteurs suggèrent d'ailleurs d'isoler du degré d'ouverture les aspects d'ouverture naturelle comme la situation géographique, les dotations en ressources naturelles etc.

investir et la mise en place d'un mécanisme permettant aux banques commerciales de jouer leur rôle première d'intermédiation et de financement de l'économie. Bien que le degré d'ouverture ne s'est pas révélé déterminant, il conviendrait pour le Cameroun de renforcer et de redynamiser les filières d'exportation (cacao, bois, produits transformés, etc.).

Références

- [1] **Dollar D. et Kraay A. (2000)** : « *Trade, Growth, and Poverty* », Harvard University
- [2] **Ghorbani et Motallebi (2009)** : « *Application Pesaran and Shin method for estimating Iran's import demand function* », Journal of Applied Sciences ;
- [3] **Jin J. C. (2000)** : « *Openness and Growth : An Interpretation of Empirical Evidence from East Asian Countries* », The Journal of International Trade and Economic Development, Vol.9, No.1, pp.5-17
- [4] **Joseph A., Raffinot M., et Venet B. (2000)** : « *Approfondissement financier et croissance : analyses empiriques en Afrique sub-saharienne.* »
- [5] **Khan M. A. et Qayyum A. (2007)** : « *Trade, Financial and Growth Nexus in Pakistan* », Economic Analysis Working Papers.- 6th Volume Number 14 ;
- [6] **Kelly R. et Mavrotas G. (2003)** : « *Financial Sector Development : Futile or Fruitful ? An Examination of the Determinants of Savings in Sri Lanka* », WIDER Discussion Paper No. 14, United Nations University.
- [7] **Levine (2003)** : « *Financial Development and Economic Growth : views and agenda* », Journal of Economic Literature Vol. XXXV (June 1997), pp. 688-726
- [8] **Naoufel L. (2005)** : « *Ouverture et croissance économique dans les pays MENA, étude dynamique des effets des facteurs structurels et institutionnels* »
- [9] **Ouattara B. (2004)** : « *The Impact of Project Aid and Program Aid on Domestic Savings : A Case Study of Côte d'Ivoire.* », Centre for the Study of African Economies Conference on Growth, Poverty Reduction and Human Development in Africa, April (2004).
- [10] **Pesaran M. H., Shin Y. et Smith R. J. (2001)** : « *Bounds testing approaches to the analysis of level relationships* », Journal of Applied Econometrics.
- [11] **Rodrik D. (2000)** : « *Comments on Trade, Growth, and Poverty* », by. Dollar and A. Kraay , Harvard university
- [12] **Tsafack R. N. (2006)** « *Politique commerciale et stratégie de développement du Cameroun* », Réunion du Groupe des Experts sur le « Renforcement du Rôle du Commerce dans les Stratégies Nationales de Développement Economique » Casablanca (Maroc), 29-31 Mai 2006